



VICTOIRE

pour les travailleurs mexicains

Métallos@l'oeuvre
novembre 2018

Publication officielle du Syndicat des Métallos

| | |
|------------------|---|
| Leo W. Gerard | président international |
| Ken Neumann | directeur national |
| Stephen Hunt | directeur du District 3 |
| Alain Croteau | directeur du District 5 |
| Marty Warren | directeur du District 6 |
| Stan Johnson | secrétaire-trésorier international |
| Thomas M. Conway | vice-président (Administration) |
| Fred Redmond | vice-président (Relations humaines) |
| Carol Landry | vice-présidente internationale hors-cadre |
| Jon Geenen | vice-président international |



Les directeurs du Syndicat des Métallos au Canada :
Marty Warren, Ken Neumann, Alain Croteau, Stephen Hunt

Bob Gallagher, rédacteur et chef de service
David Cantatore, Clairandré Cauchy,
Lorei Leigh De Los Reyes, Dominique Fontaine,
Kim Hume, Frank Linhares, Daniel Mallette, Denis St. Pierre,
Pat Van Horne, Brad West
corédacteurs / corédactrices
Lesley Stodart, graphiste de Métallos@l'oeuvre

Adressez toute demande ou tout article pour le magazine
Métallos@l'oeuvre au : Syndicat des Métallos
Service des communications du Bureau national des Métallos
info@metallos.ca

Traduction : Services linguistiques Scott

www.metallos.ca

 [uswmetallosCA](https://www.facebook.com/uswmetallosCA)  [@MetallosCA](https://twitter.com/MetallosCA)



Joignez-vous à notre communauté en ligne de militants!

En page couverture: Revenu dans son pays après 12 ans d'exil au Canada, Napoleon Gomez, président du syndicat mexicain Los Mineros, a prêté serment en tant que Sénateur de la République du Mexique le 29 août dernier.

Photo de la page couverture, courtoisie de Los Mineros.

Imprimé sur du papier certifié par le Syndicat des Métallos.



Convention de la Poste-publications n° 40006737

Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada au : Service des communications du Bureau national des Métallos

234, av. Eglinton Est, 8^e étage, Toronto, (Ontario) M4P 1K7



Un engagement indéfectible en

Depuis le jour où, adolescent, je me suis joint au Syndicat des Métallos comme ouvrier à l'aciérie Ipsco de ma province natale, la Saskatchewan, j'ai toujours été extrêmement fier de mon syndicat.

J'ai rarement été aussi fier d'être Métallo et aussi humble de représenter les membres de notre syndicat que lorsque j'ai été témoin des événements incroyables qui ont eu lieu à Mexico le 29 août dernier.

En compagnie de Stephen Hunt, directeur du District 3, et d'Alain Croteau, directeur du District 5, ce fut un grand honneur de faire partie de la délégation des Métallos qui a accompagné Napoleon Gomez, président de Los Mineros, lors de son retour triomphal au Mexique après 12 ans d'exil au Canada.

Au cours des années qui ont précédé ce moment, les Métallos et nos alliés syndicaux dans le monde ont résolument appuyé Napoleon et les milliers de membres de Los Mineros qui ont risqué leur vie en réclamant le respect des droits fondamentaux : la liberté d'expression, le droit d'adhérer à un syndicat légitime, le droit à des lieux de travail sécuritaires, des conditions de travail et salaires décentes et d'être exempts de menaces et de violence.

En 2006, les Métallos ont aidé Napoleon à échapper aux persécutions et aux fausses accusations fabriquées par les autorités corrompues du gouvernement et des entreprises au Mexique.

vers la solidarité internationale

L'élément déclencheur pour les autorités a été la condamnation publique par Napoleon de la mort évitable de 65 travailleurs de la mine Pasta de Conchos de Grupo Mexico comme «homicide industriel».

Pendant 12 ans, les Métallos ont appuyé Napoleon alors qu'il continuait de diriger son syndicat en exil à partir du bureau du District 3 des Métallos à Burnaby (C.-B.).

Les Métallos ont soutenu les membres de Los Mineros dans leur lutte courageuse contre la répression, la violence et les meurtres, depuis la fusillade mortelle de deux grévistes à l'aciérie de Lazaro Cardenas en 2006 jusqu'à l'assassinat de trois travailleurs devant les installations de Torex Gold en 2017 et 2018.

Aidés de nos alliés internationaux, dont Unite the Union et la fédération du travail IndustriALL, les Métallos ont appuyé Napoleon dans sa lutte fructueuse pour faire rejeter toutes les accusations portées contre lui au Mexique.

Les Métallos et nos alliés dans des douzaines de pays ont fait pression sans relâche –et avec succès – pour la libération en 2011 du dirigeant de Los Mineros, Juan Linares, qui a été emprisonné dans des conditions horribles, sans inculpation, pendant plus de deux ans.

Il n'est donc pas surprenant que les Métallos aient fait partie des invités spéciaux le 29 août lorsque Napoleon est retourné à Mexico, non seulement comme chef de Los Mineros, mais aussi pour prêter serment comme sénateur du gouvernement nouvellement élu du président Andrés Manuel Lopez Obrador et son parti protravailleur Morena.

C'était impressionnant de se trouver au cœur d'une célébration massive au monument à la Révolution, submergé par les chants de solidarité victorieux de milliers de membres de Los Mineros dans leurs t-shirts éclatants rouge et jaune. Je peux admettre que j'ai été subjugué par l'émotion brute du moment, accumulée au fil des années de lutte, de sacrifices et de tragédies, qui cèdent maintenant la place à l'espoir d'un avenir meilleur pour la population ouvrière mexicaine.

En tant que Métallos, cet événement historique nous rappelle que nous pouvons être fiers des nombreuses réalisations de notre syndicat dans son engagement envers la solidarité syndicale internationale : un engagement réel, significatif et inébranlable.

Solidairement,

Le directeur national,



Ken Neumann

Commerce et tarifs

Le fédéral laisse tomber les travailleurs
p. 4



Retour de Napoleon Gomez

Victoire après 12 ans d'exil
p. 6



Un rappel de Westray

La douleur et la peine d'un mineur
p. 8



Le manque à gagner récupéré

Soulagement pour les anciens de Cliffs
p. 10



Syndrome de Raynaud reconnu

Une décision ouvre la voie
p. 12



Fini les clauses orphelins

Interdiction des régimes à deux vitesses
p. 13



Solidarité à Bécancour

Dix mois de lockout chez ABI
p. 13



Du Labrador au Libéria

Le savoir sur la sécurité des Métallos
p. 14



Premier agent de liaison trans

Le District 6 tend la main
p. 16



Rachel Notley transforme l'Alberta

D'énormes progrès pour les travailleurs
p. 20



Négociations fructueuses

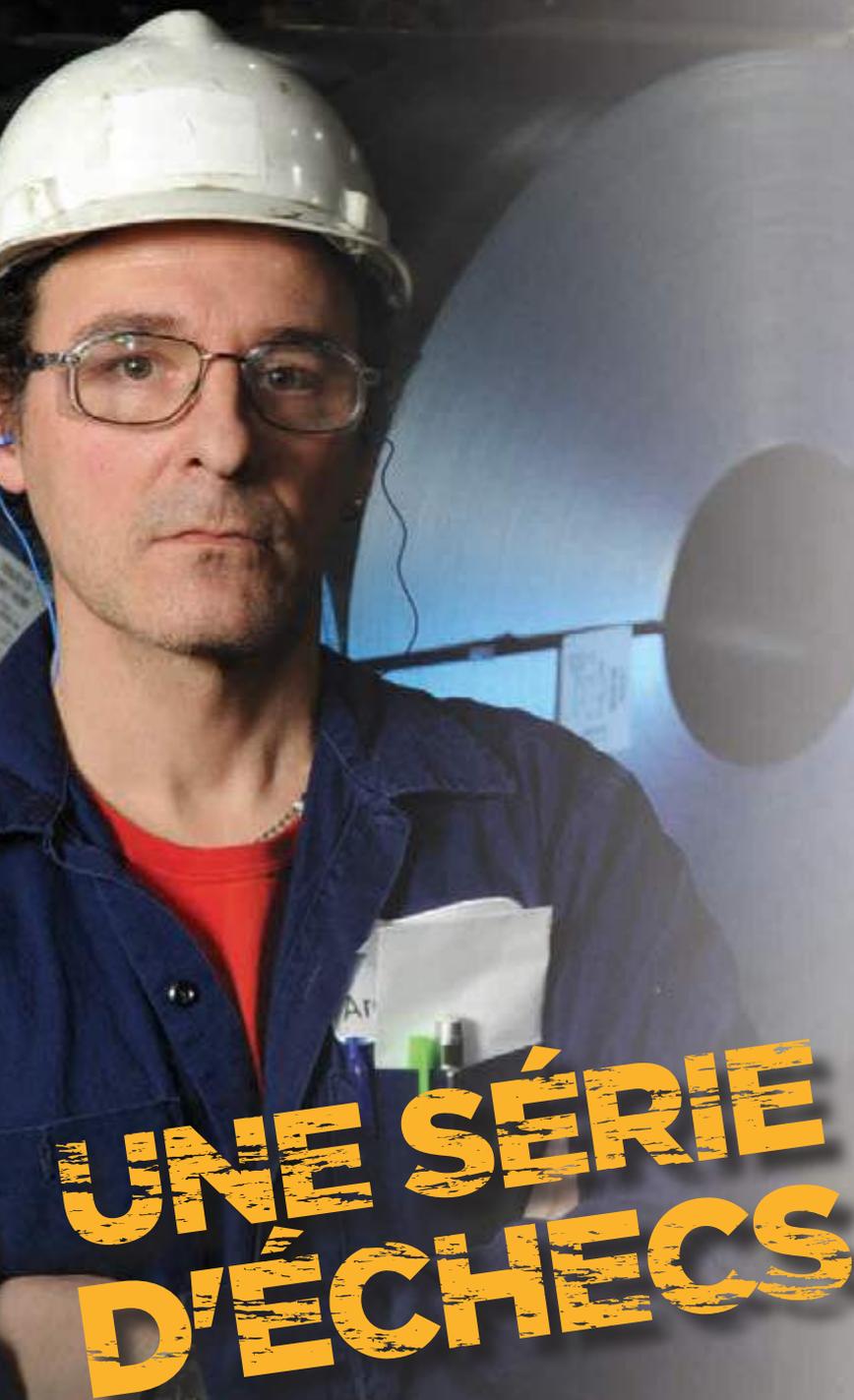
Des bons contrats de travail Métallos
p. 24



Soucieux du bien-être d'autrui!

Des Métallos bénévoles à l'œuvre
p. 28





UNE SÉRIE D'ÉCHECS

De l'ALENA au PTP à l'AECG, les accords commerciaux des libéraux ne font qu'empirer la situation pour les Canadiennes et Canadiens.

EN OCTOBRE, des milliers de familles canadiennes ont été choquées d'apprendre qu'elles ont été laissées pour compte par les concessions du gouvernement libéral dans l'Accord de libre-échange nord-américain renégocié.

Les libéraux ont convenu d'un nouvel ALENA bien que l'administration Trump ait maintenu les tarifs illégaux sur l'acier et l'aluminium canadiens qui ont menacé des milliers d'emplois au pays.

Trump a reconnu qu'il utilisait les tarifs comme moyen de pression pour conclure les renégociations de l'ALENA avec le Canada. Cependant, même après que Trump a obtenu ce qu'il voulait, les libéraux n'ont pas exigé l'annulation des tarifs.

«À maintes reprises pendant la renégociation de l'ALENA, le gouvernement libéral a assuré aux Canadiens qu'il défendait nos secteurs de l'acier et de l'aluminium et les moyens de subsistance de dizaines de milliers de familles au pays», a souligné le directeur canadien des Métallos, Ken Neumann.

«Vu le discours du gouvernement libéral, les Canadiens s'attendaient à une entente sur l'ALENA qui entraînerait l'annulation des tarifs. Plutôt, les travailleurs canadiens ont été sacrifiés avec toutes les autres concessions que le gouvernement a acceptées», a ajouté le directeur.

Une fois les détails de l'ALENA renégocié publiés en octobre, les dirigeants, les membres et les alliés des Métallos ont demandé au gouvernement libéral de s'opposer fermement aux tarifs ou quotas potentiels des États-Unis sur l'acier et l'aluminium canadiens.

«Les Métallos des deux côtés de la frontière continuent d'affirmer que les quotas américains sont inacceptables et que les tarifs actuels sur l'acier et l'aluminium doivent être annulés immédiatement», a poursuivi Ken Neumann.

Au moment de la rédaction, le gouvernement libéral n'avait pas encore pris un tel engagement.

De l'ALENA à l'AEUMC – Un mauvais accord, mais pire encore

Au début de la renégociation de l'ALENA, les libéraux ont clamé haut et fort que leur «programme progressiste» aboutirait à un meilleur accord pour les Canadiens, lequel comprendrait de nouvelles «priorités», dont les droits des femmes, les droits des Autochtones et des normes environnementales plus strictes.

Cependant, les libéraux ont rapidement abandonné leur vision «progressiste».

«Au lieu de négocier des compromis qui améliorent la position commerciale du Canada avec les États-Unis, les libéraux ont fait une concession après l'autre jusqu'à ce que l'administration Trump obtienne l'accord voulu. À la fin, le nouvel ALENA est pire que l'ancien», a affirmé Ken Neumann.

«Voilà pour l'accord "gagnant-gagnant" que ce gouvernement avait promis.»

Parmi les concessions des libéraux dans le nouvel ALENA, maintenant appelé l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (AEUMC), notons :

La gestion de l'offre : Le premier ministre Justin Trudeau a promis aux fermiers canadiens qu'il les défendrait pendant les pourparlers. Au contraire, les concessions nuiront

aux producteurs et travailleurs dans cinq secteurs agricoles.

Le marché laitier canadien acceptera plus de produits américains, alors que les exportations canadiennes seront restreintes.

Les concessions qu'ont faites les libéraux toucheront aussi les fermiers de quatre autres secteurs, qui seront exposés à des importations accrues des États-Unis : poulets, dindes, œufs et œufs d'incubation de poulet à chair et poussins.

Les libéraux planifient d'indemniser les fermiers concernés; cependant, la population et les secteurs touchés continueront d'en subir les conséquences bien longtemps après l'expiration des indemnités.

Augmentation des coûts des médicaments : Les coûts des médicaments sur ordonnance au Canada augmenteront de centaines de millions de dollars en raison des concessions accordées aux États-Unis relativement aux brevets de médicaments profitables aux sociétés pharmaceutiques. Résultat : Il en coûtera davantage au Canada pour mettre en place un régime universel d'assurance-médicaments.

Politique «d'achat aux États-Unis» : Pendant qu'ils accordaient un plus grand accès aux marchés canadiens aux producteurs américains, les libéraux délaissaient leur objectif clé de faire annuler la politique «d'achat aux États-Unis». L'échec des libéraux signifie que les entreprises canadiennes ne pourront pas vendre leurs produits et services sur les marchés américains.

Abandon de la souveraineté : Les libéraux ont consenti aux demandes

américaines de nouvelles dispositions qui compromettent la souveraineté sur les négociations commerciales avec certains pays, comme la Chine. Le Canada sera obligé d'informer les États-Unis de ses intentions de poursuivre de telles négociations et d'en divulguer le texte à l'avance. Si les États-Unis s'y opposent, ils peuvent rayer le Canada de l'AEUMC, lequel deviendrait alors un accord bilatéral entre les États-Unis et le Mexique.

Les concessions dans l'AEUMC alourdissent le triste bilan des accords commerciaux des libéraux.

En septembre, les libéraux ont introduit un texte législatif visant à faire adopter rapidement l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) signé par 11 pays; on s'attend qu'il élimine 58 000 bons emplois au Canada dans les secteurs de l'acier, de l'automobile, des métiers spécialisés et de la gestion de l'offre.

L'an dernier, les libéraux ont mis en œuvre l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), entraînant l'inondation de nos marchés de produits provenant des pays de l'AECG, alors que les exportations canadiennes vers ces pays ont diminué.

Les libéraux trahissent leurs paroles en l'air sur le «commerce progressiste» en appuyant continuellement des accords commerciaux axés sur les entreprises qui grugent la base manufacturière canadienne, éliminent de bons emplois, font baisser les salaires, renforcent l'inégalité et aggravent les problèmes environnementaux. ■

Retour triomphant

Victoire historique de Napoleon Gomez après un exil de 12 ans



ACCOMPAGNÉ DE SES PLUS GRANDS ALLIÉS – les Métallos – le dirigeant syndical mexicain Napoleon Gomez est rentré triomphalement dans son pays, mettant fin à un exil de 12 ans au Canada.

Le président de Los Mineros (syndicat national des mines, du métal, de l'acier et des travailleurs alliés du Mexique) Napoleon Gomez a été élu sénateur du nouveau gouvernement du président Andrés Manuel López Obrador et du parti Morena pro-ouvrier.

Les dirigeants des Métallos, notamment le directeur canadien Ken Neumann, le directeur du District 3 Stephen Hunt, le directeur québécois Alain Croteau, et le vice-président international Tom Conway étaient au nombre des invités spéciaux à la cérémonie d'assermentation à Mexico, le 29 août.

Tous les Métallos peuvent s'enorgueillir du fait que, pendant les 12 dernières années, notre syndicat a appuyé Napoléon et les membres de Los Mineros.

«Nous sommes tellement fiers d'accompagner Napoleon et sa femme Oralia qui rentrent au Mexique pour la première fois depuis 12 ans», a déclaré Ken Neumann après la cérémonie.

«C'est un honneur d'être témoin de l'élection de Napoléon comme sénateur. Il s'agit d'une véritable preuve que la solidarité internationale fonctionne et que nous pouvons nous opposer aux multinationales et aux gouvernements

antisyndicalistes qui veulent éliminer les syndicats et supprimer les droits des travailleuses et travailleurs», a expliqué le directeur canadien.

La scène historique qui s'est déroulée à Mexico a commencé par le rassemblement au monument de la Révolution de milliers de membres de Los Mineros, qui se sont ensuite dirigés vers le Congrès de l'Union.



65 mineurs à la mine Pasta de Conchos de Grupo Mexico.

Initialement, des militantes et militants des Métallos ont aidé Napoleon et sa famille à se rendre aux États-Unis. Cependant, craignant la déportation par l'administration de l'époque du président George W. Bush, les Métallos les ont aidés à venir au Canada.

Au cours des 12 années suivantes, Napoleon Gomez a continué de diriger son syndicat en exil à partir du bureau du District 3 des Métallos à Burnaby (C.-B.), aidant les membres de Los Mineros à négocier les meilleures conventions dans leurs industries.

Pendant tout ce temps, Los Mineros et le président Gomez se sont opposés aux fausses accusations prononcées contre lui par les autorités mexicaines. Les tribunaux mexicains les ont rejetées l'une après l'autre, la dernière en 2014.

Malgré tout, étant donné la corruption et la violence antisyndicale endémiques au Mexique, les menaces contre Napoleon Gomez ont empêché son retour au pays jusqu'à l'élection du gouvernement Obrador en juillet.

À titre de sénateur, Napoleon Gomez a promis de lutter en vue de réformes démocratiques approfondies, notamment par des lois du travail qui encadrent les droits de la main-d'œuvre et qui éliminent les «conventions collectives illégitimes» omniprésentes entre les entreprises et les syndicats «jaunes» corrompus.

«Nous devons mettre tout en œuvre afin de rétablir les droits des travailleuses et travailleurs bafoués par des sociétés, des entreprises et

des gouvernements corrompus, sapant à la fois notre liberté d'association et notre démocratie», a déclaré le sénateur.

«Nous cherchons à apporter de réels changements qui aideront à bâtir un avenir permettant d'assurer le bien-être de la classe ouvrière.»

Les Métallos et nos alliés du monde entier seront là et appuieront Napoleon Gomez et Los Mineros face aux défis qui les attendent.

«Pouvoir représenter les Métallos et célébrer cet événement historique aux côtés de Napoléon et des membres de Los Mineros est l'un des moments dont je suis le plus fier de ma carrière», a déclaré Ken Neumann.

«Tous les Métallos peuvent s'enorgueillir du fait que, pendant les 12 dernières années, notre syndicat a appuyé Napoléon et les membres de Los Mineros, veillant à ce que leur syndicat demeure fort et continue de se faire la voix puissante de la population ouvrière mexicaine.»

«Le combat de Napoleon Gomez et de Los Mineros s'avère crucial pour le monde ouvrier en Amérique du Nord et de la planète entière», a déclaré Leo W. Gerard, président international des Métallos.

«Fort de l'élection de Napoléon au Sénat, le nouveau gouvernement mexicain est prêt à surmonter des décennies de corruption et de domination des entreprises et à apporter de réelles améliorations aux droits et au niveau de vie des travailleuses et travailleurs mexicains», a conclu Leo W. Gerard. ■

Les membres de Los Mineros, qui avaient réélu Napoleon Gomez président de leur syndicat à maintes reprises tout au long de son exil, ont formé une chaîne humaine à l'extérieur du Congrès et entonné des chants de solidarité soutenus et retentissants, pendant et après la cérémonie.

Ce moment extraordinaire marque un autre chapitre de la lutte incroyable de Napoleon Gomez, de Los Mineros et de leurs alliés pour les droits des travailleurs et la justice sociale au Mexique.

En 2006, Napoleon Gomez et sa famille ont été forcés de fuir la persécution et probablement l'emprisonnement au Mexique. Les responsables gouvernementaux du pays ont porté des accusations criminelles contre lui après qu'il ait dénoncé l'«homicide industriel» responsable de la mort de

En souvenir de Westray

Le traumatisme d'un mineur

DANS LES PREMIERS JOURS après l'explosion à la mine Westray en 1992, Vern Theriault, mineur et membre de l'équipe de secours, a dû s'acquitter de la triste tâche de remonter les corps à la surface. La tâche a été effectuée qu'à la tombée de la nuit, afin d'éviter que les mineurs décédés ne deviennent un spectacle pour les médias ou d'autres sur place, notamment les membres des familles des 26 victimes.

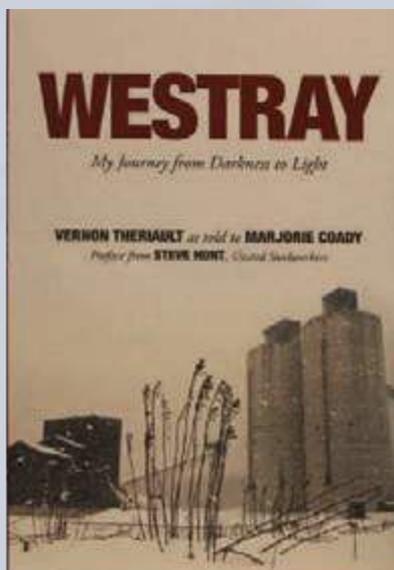
Après 26 ans à répéter son histoire de stress post-traumatique à chaque date anniversaire du désastre, Vern Theriault a décidé de la raconter en entier dans un livre intitulé *Westray, My Journey from Darkness to Light* (Westray, mon passage des ténèbres à la lumière). Le livre rappelle les moments qui ont précédé et suivi la catastrophe et à jamais changé sa vie et la façon dont la loi devrait traiter les accidents mortels au travail.

Mettons fin au carnage Appliquons la loi

C'est bien souvent avec la participation de Vern que les Métallos poursuivent la campagne Mettons fin au carnage, Appliquons la loi, afin de veiller à une meilleure application de la Loi Westray, les modifications au Code criminel visant à tenir les entreprises criminellement responsables des décès et des accidents au travail.

Soutenue par des municipalités partout au Canada et reconnue

par les ministres de la Justice fédéral, provinciaux et territoriaux, la campagne progresse lentement, mais tant que les employeurs s'en tireront avec des amendes, la lutte doit continuer, selon les dirigeants des Métallos.



«Chaque fois qu'une province choisit un nouveau gouvernement ou se retrouve avec un nouveau procureur général, nous devons recommencer à souligner le besoin de formation et de protocoles, et l'obligation d'enquêter sur les décès au travail, d'abord comme scènes de crimes, avant de nous tourner vers les ministères du Travail et d'autres organismes de réglementation», a déclaré Ken Neumann, directeur canadien du syndicat.

Plus tôt cette année, dans une note de service, Steve Hunt, directeur du District 3, a mentionné certains verdicts de culpabilité récents contre des employeurs négligents,

dont Detour Gold, une compagnie minière de l'Ontario qui a omis de donner la formation appropriée à un travailleur décédé d'un empoisonnement au cyanure. À Stave Lake (C.-B.), une entreprise a été trouvée coupable de négligence après le décès d'une travailleuse de 22 ans qui n'avait pas reçu la formation adéquate et qui a perdu la vie quand le camion à bascule qu'elle conduisait l'a écrasée en se renversant.

Au Québec, un entrepreneur a reçu une peine de prison de 18 mois pour homicide involontaire quand un travailleur est mort enseveli par l'effondrement de la tranchée dans laquelle il réparait une conduite d'égout.

Chaque cas établit un nouveau seuil pour ceux qui suivent. Notre syndicat s'inspirera de ces cas pour assurer la formation des procureurs dans chaque province et territoire. Sans la pression de ses membres au Canada, nous savons que les décès au travail ne recevront pas l'attention souhaitable quant à l'application de la loi, et les procureurs de la Couronne continueront d'expédier les causes.

L'établissement de protocoles pour le traitement des incidents au travail dans plusieurs provinces progresse. À Terre-Neuve-et-Labrador, la participation récente de la force constabulaire royale de Terre-Neuve aux enquêtes sur les décès ou blessures graves au travail semble donner des résultats

tangibles : des employeurs et des superviseurs pourraient se retrouver en prison s'il est déterminé qu'un lieu de travail comporte des risques.

Dans une manifestation de coopération nationale, le service de police de Calgary travaille avec la force constabulaire afin d'amorcer des enquêtes criminelles sur les lieux de chaque incident plutôt que d'y interdire l'accès et de transmettre l'affaire aux autorités en matière de santé et de sécurité au travail.

«Il est de notre devoir de faire la bonne chose en ce qui concerne le Code criminel, a déclaré Joe Boland, chef de la force constabulaire. Nous allons nous engager dans cette voie afin que des accusations soient portées en cas de négligence criminelle. Nous allons aussi collaborer avec les autorités en santé et sécurité au travail. Leur personnel mènera une enquête parallèlement à la nôtre, mais nous ne nous limiterons plus à leur transmettre immédiatement l'enquête.»

Entre-temps, le ministère fédéral de la Justice prépare un feuillet d'information sur les enquêtes criminelles, lequel devrait être disponible avant la fin de l'année.

Maintenant que tout le monde peut lire les souvenirs et l'histoire de Vern Theriault à propos de Westray, celui-ci approuverait certainement ces développements.

www.appliquezlaloi.ca ■



En me rendant au premier croisement, je me souviens d'avoir pensé : voilà à quoi ressemble l'enfer.

– Vernon Theriault



Commémoration des travailleurs tués au travail

LE 10 SEPTEMBRE DERNIER, la SL 6500 des Métallos à Sudbury a parrainé une cérémonie commémorant les travailleurs morts d'une maladie professionnelle. Sympathisants et familles des travailleurs décédés ont assisté à l'inscription des noms de 35 travailleurs sur les plaques du Parc commémoratif des travailleurs Leo Gerard.

international du Syndicat des Métallos, natif de Sudbury. Leo Gerard et Nick Larochelle, président de la SL 6500, comptaient parmi les conférenciers à la cérémonie de septembre.

«En moyenne chaque année, 1000 personnes perdent la vie au travail au Canada ou meurent d'une maladie liée au travail, a souligné Nick Larochelle. Nous nous devons

Nous nous devons d'honorer la mémoire de ces hommes et de ces femmes, et de lutter pour des lieux de travail plus sécuritaires, une meilleure application de nos lois.

Les noms des travailleurs décédés ont été ajoutés aux côtés de ceux de nombreux autres travailleurs de la région de Sudbury tués au travail et reconnus lors de cérémonies précédentes. Créé en 2011, le parc commémoratif est nommé en l'honneur de Leo W. Gerard, président

d'honorer la mémoire de ces hommes et de ces femmes, et de lutter pour des lieux de travail plus sécuritaires, une meilleure application de nos lois et pour que les employeurs responsables des décès et des blessures rendent véritablement des comptes». ■

APRÈS DES ANNÉES de revendications sur tous les fronts, les retraités et anciens travailleurs de Cliffs Natural Resources au Labrador et au Québec récupèrent environ 60% du manque à gagner dans leur régime de retraite, soit 18 millions sur les 28 millions manquants.

«C'est une excellente nouvelle. Le Syndicat des Métallos n'a jamais jeté la serviette. Avec la confirmation de ces montants, les retraités et anciens travailleurs en récoltent les fruits», lance le coordonnateur des



On voit ici les responsables du comité des retraités de Cliffs, Jean-Claude Pinet et sa femme (Lisette Lepage) ainsi que Gordon St-Gelais et sa femme (Kathleen Bond), en compagnie de la secrétaire du bureau des Métallos sur la Côte-Nord, Sandra Lévesque, du coordonnateur des Métallos pour la Côte-Nord, Nicolas Lapierre et de l'avocat au dossier, Daniel Boudreault.

Métallos pour la Côte-Nord, Nicolas Lapierre.

Lorsque Cliffs s'est placée sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, le régime de retraite était déficitaire de 28 millions, ce qui se traduisait par une réduction des rentes de 21 % pour les quelque 1700 retraités et anciens travailleurs de Cliffs.

Les ayants droit au régime se sont enregistrés comme créanciers « ordinaires » auprès du liquidateur des actifs de Cliffs et de Chemin de fer Arnaud. Si les anciens travailleurs

n'ont rien obtenu de la vente des actifs de Cliffs, puisque les créanciers prioritaires passent en premier, ils ont néanmoins 11 millions de la liquidation des actifs de Chemin de fer Arnaud, où il y avait moins de créanciers en lice.

D'un autre côté, les Métallos avaient intenté au nom des retraités et des travailleurs un recours collectif contre la maison mère de Cliffs aux États-Unis. Or, un règlement hors cour devrait permettre d'obtenir une somme de 7 millions supplémentaires, qui serait également allouée au régime de retraite, pour un total de 18 millions.

Finalement, le Syndicat des Métallos a réussi à obtenir un montant additionnel approximatif de 10,9 millions en guise de compensation pour la perte des assurances subie par les retraités. Ce montant leur serait donc versé au terme du processus de redistribution sous forme de montant forfaitaire.

Tout en saluant l'obtention de montants significatifs pour les retraités, le coordonnateur des Métallos Nicolas Lapierre réitère l'importance d'amender les lois fédérales pour mieux protéger les régimes de retraite et les assurances. ■



Soulagement pour les anciens de Cliffs

On mérite MIEUX!



Campagne électorale québécoise

LES MÉTALLOS se sont bien fait entendre pendant la dernière campagne électorale québécoise. Une coalition formée de six organisations syndicales, dont les Métallos, a mené une campagne de sensibilisation pré-électorale. On y voyait une demi-tête de François Legault et une demi-tête de Philippe Couillard avec la mention : «Du pareil au même, on mérite mieux!»

La campagne qui renvoyait dos à dos la Coalition Avenir Québec (CAQ) et le Parti libéral du Québec (PLQ) a été déployée dans près d'une quinzaine de circonscription. Elle visait à dénoncer les politiques néolibérales prônées à la fois par la CAQ et le PLQ, montrant que ces deux partis menacent les intérêts des travailleurs. Les circonscriptions visées constituaient principalement celles susceptibles de faire la différence entre un gouvernement majoritaire et un gouvernement minoritaire, et ce, peu importe la couleur.

Près d'une centaine de militants ont participé dans plusieurs régions à la pose des pancartes (et plusieurs les ont aussi enlevées par après) ou à la distribution de cartes postales.

«La campagne a été un succès, dans la mesure une majorité de Québécois l'ont vue et une plus grande proportion encore a approuvé la participation des organisations syndicales dans le débat de société», constate le directeur québécois des Métallos, Alain Croteau, en s'appuyant sur un sondage réalisé pour le compte de la coalition.

Celui-ci a montré que la majorité des Québécois avaient vu au moins un élément de la campagne, soit 51% dans l'ensemble du Québec et 78% dans les circonscriptions visées. De plus, les deux tiers des Québécois approuvaient l'idée que les syndicats se prononcent sur les grands enjeux de société.

On ne saura jamais l'impact qu'aura eu la campagne sur le résultat du scrutin du 1er octobre. «Au-delà du résultat électoral, on doit maintenant poursuivre notre travail pour se faire entendre des élus et influencer les politiques publiques dans l'intérêt de nos membres et de l'ensemble des travailleurs», conclut Alain Croteau. ■

Syndrome de Raynaud reconnu

LE TRIBUNAL administratif du travail (TAT) a maintenu sa décision confirmant la reconnaissance d'un syndrome de Raynaud chez deux mécaniciens de la mine Westwood comme étant une maladie professionnelle, rejetant ainsi la demande de révision de l'employeur. Ce dossier ouvre la voie à plusieurs

autres dossiers similaires, tous à la mine Westwood, propriété d'Imgold située à Preissac en Abitibi. «Nous sommes satisfaits de voir la décision ainsi maintenue. Le tribunal ne s'est pas laissé distraire du fond du dossier. Cela pave la voie à plusieurs autres cas similaires en attente d'une audience», explique le

président de la section locale 9291, André Racicot. Le syndrome de Raynaud se manifeste notamment par une décoloration du bout des doigts et parfois aussi des orteils, une mauvaise circulation sanguine rendant très douloureuse l'exposition au froid et à l'humidité et des symptômes neurologiques comme l'engourdissement des mains. ■

Finis la discrimination envers les jeunes travailleurs

Nouvelle Loi sur les normes au Québec

APRÈS DES ANNÉES de luttes syndicales au Québec, il est maintenant interdit d'accorder un moins bon régime de retraite ou d'assurances aux nouveaux employés, en fonction de la date d'embauche. Fini les clauses orphelins ou disparité de traitement, c'est maintenant interdit dans la nouvelle Loi sur les normes du travail adoptée en juin.

Depuis 2001, il était interdit d'accorder un salaire inférieur aux nouveaux employés. Cette interdiction est maintenant étendue à toutes les conditions de travail, sauf

bien entendu pour les dispositions sur l'ancienneté.

«C'est une grande fierté de voir que les batailles de plusieurs métallos ont porté fruit non seulement dans des négociations collectives, mais qu'elles ont contribué à façonner le droit du travail au Québec», lance le directeur québécois des Métallos, Alain Croteau.

Son adjoint, Dominic Lemieux, qui se penche sur le dossier des clauses orphelin depuis une dizaine d'années, salue aussi cette victoire. «Souvent, des détracteurs

du mouvement syndical laissent entendre qu'il est dépassé, déconnecté des jeunes. Aujourd'hui, c'est l'aboutissement d'une bataille syndicale menée pour les jeunes, pour la solidarité dans nos milieux de travail», affirme-t-il.

De plus, la nouvelle loi interdit de payer moins cher un travailleur sous prétexte qu'il occupe un emploi étudiant ou qu'il est embauché par l'intermédiaire d'une agence de placement. À travail équivalent, salaire égal : le principe se trouve maintenant renforcé dans la loi québécoise. ■

VOILÀ MAINTENANT DIX MOIS que Alcoa et Rio Tinto ont mis en lockout 1030 familles à Bécancour dans le Centre-du-Québec.

Les lockoutés d'ABI se sont fait entendre tout au long de la campagne électorale québécoise, rencontrant chacun des chefs de partis pour les sensibiliser au conflit et inviter les futurs premiers ministres à s'impliquer dans le dossier. Une délégation de lockoutés est d'ailleurs allée manifester devant la Maison de Radio-Canada le soir du débat télévisé des chefs.

Au début septembre, le directeur des Métallos, Alain Croteau, son adjoint Dominic Lemieux ainsi que le vice-président international Tom Conway ont rencontré les hauts dirigeants d'Alcoa à Pittsburgh, en compagnie du médiateur spécial Lucien Bouchard pour explorer des pistes de solution. Au moment de mettre sous presse, des pourparlers étaient prévus au Québec.

Les négociations ont achoppé avant le lockout sur le respect de l'ancienneté dans les mouvements de main-d'œuvre et le financement d'un nouveau régime de retraite. En juin, la partie patronale a formulé de nouvelles demandes, notamment quant à l'abolition de 20% des postes de l'usine et un recours accru à la sous-traitance.

Pour soutenir les lockoutés, des dons peuvent être acheminés à :

MÉTALLOS SL 9700 F.D.P.
a/s Éric Moore, secrétaire financier
Syndicat des Métallos, section locale 9700
8310, rue Desormeaux
Bécancour (Québec) G9H 2X2 ■



Dix mois de lockout chez ABI



Du Labrador au Libéria *Transmettre des connaissances*

ADAM NICHOLS a été ravi d'être invité à se rendre au Libéria dans l'Ouest de l'Afrique avec une délégation du Fonds humanitaire des Métallos en 2016.

Le voyage comprenait l'évaluation d'un projet en formation du Fonds humanitaire et de Camp for Peace (Camp pour la paix). Lors de la visite d'une plantation d'hévéas de la multinationale Firestone avec le syndicat AAIWUL (syndicat des travailleuses et travailleurs agricoles, agroalimentaires et industriels du Libéria), Adam a eu une inspiration qui a abouti à un projet en santé et sécurité sur la protection de la vue des saigneurs de caoutchouc.

La délégation a pu voir les saigneurs à l'œuvre et observer la façon dont ils émondent un arbre, transportent des seaux et utilisent des produits chimiques pour que le latex provenant des arbres coagule plus rapidement.

De retour au bureau syndical de l'AAIWUL, des préoccupations sur les blessures courantes ont fait l'objet de discussions. Lorsque les saigneurs commencent à travailler sur une nouvelle série d'arbres, ils effectuent des encoches sur les arbres et ils peuvent recevoir des débris d'écorce contaminés dans les yeux. Trop souvent, il en résultait une perte de la vue dans un œil ou les deux yeux et le risque pour le travailleur et sa famille de se retrouver sans moyens de subsistance.

Les instincts d'Adam en matière de santé et de sécurité sont entrés en jeu. «Vous n'avez pas de bassin



Adam Nichols de la SL 5795 des Métallos, en compagnie de membres de l'AAIWUL au bureau syndical du Libéria, montrant les cartes d'instructions plastifiées des trousse de rinçage oculaire.

oculaire d'urgence?» Si seulement les travailleurs pouvaient se rincer les yeux immédiatement à l'eau claire!

L'entreprise fournissait des lunettes de protection, mais elles étaient sujettes aux égratignures et à la formation de buée, de sorte que les travailleurs ne les utilisaient pas.

Adam s'est demandé si des lunettes grillagées, comme celles qu'utilisent les bûcherons au Canada, pourraient être utiles. Il en a trouvé un exemple en ligne et l'a montré à Doug Olthuis, directeur exécutif du Fonds humanitaire.

Les solutions pouvaient-elles être aussi simples? Pas vraiment.

Dans les vastes plantations d'hévéas du Libéria, les travailleurs manquent de connaissances et formation en matière de santé et de sécurité, et l'entreprise hésite à dégager les ressources nécessaires à l'achat d'équipement. Le syndicat et les travailleurs savent qu'il existe un grave danger de cécité – 200 à 400 saigneurs par an sont touchés et un grand nombre perdent la vue d'un œil ou des deux yeux. Malgré tout, ils continuent à travailler, sans protection.

Doug a réalisé que les idées

d'Adam étaient pertinentes et il lui a suggéré de proposer un projet pour le Fonds humanitaire.

De retour au Canada, Adam a développé l'idée d'une trousse de transport mains libres comprenant une bouteille d'eau, une capsule de rinçage, un gobelet pour irrigation et des lunettes de protection. Les trousse de bassin oculaire seraient offertes à titre d'essai aux saigneurs les plus susceptibles de contamination oculaire.

Le projet a été approuvé grâce au financement du Syndicat des Métallos et du Fonds humanitaire. Doug a trouvé des membres d'un syndicat de couture au Libéria qui pouvaient concevoir et fabriquer les pochettes de transport. En reconnaissance du faible taux d'alphabétisation parmi les travailleurs libériens, des instructions à l'aide de diagrammes faciles à comprendre ont été conçues et incluses dans les trousse.

Le projet a été lancé en 2017. L'AAIWUL a formé 145 délégués syndicaux, qui ont eux-mêmes donné une formation à 814 saigneurs d'hévéas sur l'utilisation de 2 000 trousse de bassin oculaire.

Un an plus tard, Adam a eu la chance de retourner au Libéria avec une délégation de Métallos.

«Les trousseaux avaient été distribués, ils s'étaient formés entre eux et avec la prochaine ronde de financement, ils essayaient un autre type de lunettes de protection. Un article dans le journal local sur la délégation des Métallos comportait des photos du programme de protection oculaire.»

Le projet s'est avéré un succès retentissant, les travailleurs ayant été nombreux à réclamer des trousseaux. L'AAIWUL est déterminé à s'assurer que l'entreprise assume la responsabilité de l'équipement de protection individuelle lors de la prochaine ronde de négociations.

Adam a suggéré à l'AAIWUL de procéder à une analyse de rentabilité des trousseaux de bassin oculaire, soulignant comment la protection de la main-d'œuvre serait réellement rentable et stimulerait la productivité.

Adam se dit reconnaissant de la solidarité internationale que ce projet a suscitée et des liens qu'il a établis. «Notre voix a plus de poids.»

Assurez-vous que votre section locale contribue au Fonds humanitaire des Métallos. Contact : fondshumanitaire@metallos.ca. ■



Photo : Doug Olthuis



Parlez à Mays

QUAND MAYSON FULK a entrepris une transition de genre, il y a trois ans et demi, il a recherché les lois sur les droits de la personne et les sites Web des syndicats, mais il a été déçu de ne rien trouver chez les Métallos

La situation a changé, Mayson étant devenu le premier agent de liaison des personnes trans du District 6 des Métallos.

Membre de la SL 2699, Mayson travaille la nuit chez Leggett and Platt Automotive de London (Ontario) à fabriquer des ressorts pour sièges de véhicules automobiles.

Quand est venu le temps d'informer ses collègues de sa transition, Mayson a rencontré le président

Victoires en matière d'équité salariale

LES TRAVAILLEUSES CANADIENNES ont remporté deux victoires historiques en matière d'équité salariale.

Le Syndicat de Métallos, le mouvement ouvrier canadien et les travailleuses réclament depuis longtemps des lois tenant compte du principe fondamental d'un salaire égal pour un travail de valeur égale. L'absence historique de telles lois révèle une sous-estimation de la valeur du travail des femmes.

Finalement, en mai dernier, la Cour suprême du Canada s'est rangée à l'avis du mouvement ouvrier dans deux décisions sur des causes du Québec, citant que l'application et le maintien de l'équité salariale en sont des aspects primordiaux.

Premièrement, dans l'appel sur les lieux de travail à prédominance féminine, la Cour suprême a reconfirmé le droit à l'équité salariale et déterminé que la discrimination sexuelle systémique cause et perpétue les iniquités salariales.

Deuxièmement, dans l'appel sur le maintien de l'équité salariale, la Cour a statué que celle-ci n'est pas ponctuelle, mais qu'elle doit être maintenue continûment afin de prévenir la réapparition de la disparité.

Ces décisions confèrent des droits fondamentaux à la population ouvrière et aux syndicats :

- l'accès à l'information pertinente sur la politique d'équité

salariale des employeurs;

- le droit à la réparation complète relativement au maintien de l'équité salariale, incluant la rétroactivité; et
- la confirmation des droits des femmes à l'équité salariale dans les secteurs à prédominance féminine.

La loi partout au pays reconnaît maintenant l'équité salariale comme un droit fondamental de la personne.

Le jugement indique que les disparités salariales font partie de la discrimination fondée sur le sexe dans la société et que les laisser en place constitue une discrimination économique. La Cour a précisé

on Agent de liaison des personnes trans au District 6

d'unité du syndicat, le superviseur de l'usine et le service des ressources humaines.

Mayson a écrit une lettre à ses collègues leur déclarant son identité sexuelle, et elle a été affichée pendant qu'il était en vacances. La lettre expliquait que l'identité de genre et l'expression de genre sont protégées aux termes de la loi sur les droits de la personne et que Mayson avait le droit d'être exempt de harcèlement et de discrimination.

Au retour, il a repris son travail habituel et il a commencé à utiliser un cabinet de toilette unique au service de l'expédition. Il a pourtant été harcelé pour l'utilisation des toilettes. C'est seulement lorsqu'un

nouveau superviseur de l'usine a pris la relève que le problème a été résolu.

Mayson s'est joint au comité des droits de la personne du District 6. Le comité a décidé de tendre la main aux Métallos transgenres, ce qui n'est pas facile si les gens ont peur ou cachent leur identité sexuelle. Avec l'appui du directeur du District 6 Marty Warren, Mayson est devenu le premier agent de liaison trans du syndicat, une ressource pour les Métallos trans et en transition et les sections locales qui soutiennent les membres qui vivent une transition.

Mayson a été inspiré par Marsha Bradcoe, de la SL 7884 des Métallos à Elkford (C.-B.), qui a raconté l'histoire de sa transition lors de la

conférence Justice 2017 du syndicat à Vancouver.

«Si elle peut se présenter devant tous ces gens et révéler son expérience... je veux être en mesure de donner au suivant», a déclaré Mayson.

Mayson a distribué des cartes postales annonçant son rôle d'agent de liaison trans à la conférence du District 6. «N'importe qui peut me contacter, non seulement pour obtenir de l'information, mais aussi du soutien. Personne ne devrait avoir l'impression d'être seul lors de sa transition».

Les membres et le personnel du District 6 peuvent joindre Mayson à mfulk@usw.ca. ■

que le fait pour les gouvernements de réduire les obligations des employeurs ne constitue pas un moyen acceptable de conformité à la loi.

Ces deux victoires importantes dans l'avancement de l'égalité économique des femmes viennent combler des lacunes qui, depuis trop longtemps, nuisent à l'application adéquate de la loi.

Les syndicats, dont les Métallos, devraient être fiers de leur rôle dans ces décisions au nom des travailleuses. Nous devons maintenant veiller activement à ce que les employeurs s'y conforment et à ce que ces décisions se traduisent par de réels gains économiques pour les travailleuses. ■





Des membres de la SL 6717 des Métallos à une rencontre syndicale récemment. Dernière rangée : Tarak Patel, Terry Jackiw, Sheldon Tessier, Asad Mir, Royce Coghill, Brad Thompson, Brett Howels, Vaughn Lambe, Ken Kott, Fred Waroma. Première rangée : Sanjay Patel, Elmer Ivan, Kenton Baumgartner, Kevin Becker, Kendall Hibbard, Lionel Haines.

UN CONSEIL DE DIVERSITÉ stimule la participation syndicale

UN LIEU DE TRAVAIL Métallo de Weyburn (Saskatchewan), jadis composée principalement de Blancs et d'hommes, se diversifie.

Sur les 120 membres de la SL 6717 chez Nexans, fabricant de câbles électriques, 36 sont issus des minorités visibles et six sont des femmes. Ils viennent des pays suivants : Cuba, Mexique, Jamaïque, Kenya, Nigeria, Zimbabwe, Pakistan, Inde, Vietnam, Chine, Philippines, Pologne, Roumanie et, parmi les cadres, de Maurice, d'Allemagne et du Bangladesh.

Selon Brad Thompson, président de la SL 6717, «le monde partout est en mutation». C'est pourquoi la section locale a élaboré une formation sur

les droits de la personne et établi un Conseil de la diversité afin de «faciliter le renouveau».

Harpreet Singh, ancien membre de la SL 6717, siégeait au Conseil initial.

Harpreet se rappelle que les employés non blancs considéraient la culture de travail rigide et peu accueillante. Des problèmes et des divisions couvaient.

Le Conseil tenait à régler la situation. Avec l'aide du bureau des Métallos de Regina, ses membres ont reçu la formation et de l'information sur les lois concernant les droits de la personne. Le Conseil a placé une carte du monde dans le lieu de travail et utilisé des punaises pour

indiquer le lieu d'origine de tous les travailleurs de l'usine.

«Grâce à cette carte, les personnes de différents groupes ethniques voient qu'elles sont représentées», a précisé Harpreet.

Le Conseil a tenu des assemblées sur différents sujets : lutte contre le harcèlement, religions du monde, diversité de genre, santé mentale et bien d'autres. Maintenant bien établi, il tient quatre assemblées annuelles des membres pendant les heures de travail, auxquelles les cadres sont les bienvenus.

Plaidoyer du Conseil

Le Conseil a aussi pris des mesures visant les travailleuses et travailleurs

laissés dans l'incertitude quand les règles de l'immigration ont changé.

En voie d'obtenir la citoyenneté, ces membres sont devenues des travailleurs étrangers temporaires disposant de peu de droits. Le Conseil a fait pression sur la direction de l'entreprise et le gouvernement provincial, et réussi à faire reconnaître leurs droits acquis afin qu'ils obtiennent la citoyenneté.

Le pouvoir personnel

Le Conseil de la diversité n'est jamais à court de sujets pour ses réunions. Durant la crise des réfugiés syriens, il a tenu une assemblée sur l'expérience des réfugiés et invité un membre qui était un réfugié roumain dans les années 1980.

«Il a échappé de justesse au gouvernement du dictateur roumain Nicolae Ceausescu. Nous sommes amis et voisins depuis vingt ans, mais je ne savais rien de l'épreuve qu'il a dû traverser pour venir au Canada, a indiqué Brad. Il a livré un plaidoyer passionné incitant les gens à soutenir davantage les réfugiés syriens, parce que les personnes n'ayant jamais vécu cette situation n'ont aucune idée de ce qu'elle représente.»

S'engager

Opératrice de machine chez Nexans depuis 12 ans, Kendall Hibbard est membre de l'exécutif syndical depuis huit ans, actuellement comme syndic, déléguée syndicale, membre du Comité de la condition féminine et membre du Conseil de la diversité.

«Mon père a travaillé chez Nexans pendant 40 ans. Il a dit "tu deviens

membre de ce syndicat et tu t'impliques.»

En tant que femme, même si son père travaillait au même endroit, on lui faisait parfois des remarques et elle battait en retraite.

*Nous sommes
tous si naïfs avec
nos stéréotypes,
pensant que les
gens sont tous
pareils : c'est
faux.*

«Grâce aux cours du syndicat, je connais maintenant mes droits, et je m'affirme.»

Kendall se souvient d'une assemblée du Conseil sur les religions en Inde : hindouisme, sikhisme, islam, bouddhisme et christianisme.

«C'est vraiment intéressant! Nous sommes tous si naïfs avec nos stéréotypes, pensant que les gens sont tous pareils : c'est faux.»

La diversité au-delà du Conseil

Au-delà du Conseil de la diversité, la section locale encourage les membres de différents milieux culturels à s'impliquer dans le syndicat.

Fred Waroma travaille aux procédés d'extrusion depuis sept ans, à mettre des gaines sur les câbles à moyenne tension. Parce qu'il siège au Comité de santé et de sécurité, Fred se sent plus lié au syndicat.

«J'ai toujours aimé le travail bénévole. Au Kenya, je participais à des activités communautaires. Je peux le faire ici aussi grâce au syndicat. C'est un autre moyen de s'impliquer dans la collectivité, d'aider les gens.»

Joseph Intia, un Philippin parmi plusieurs autres, a été encouragé à devenir actif dans le syndicat et, après avoir assisté à plusieurs assemblées, il a posé sa candidature comme garde, et présenté celle d'un autre membre philippin.

«D'une certaine façon, je suis devenu un modèle pour mes confrères, affirme Joseph. Je les encourage à venir aux réunions et à y participer. C'est un endroit où on peut être informés.»

Respect

Le travail du Conseil de la diversité s'est élargi en vue d'ouvrir le dialogue au travail sur la santé mentale et les problèmes de toxicomanie.

«Nous devons nous occuper de nos membres et nous assurer que nous traitons toutes les personnes équitablement avec dignité et respect, et de manières différentes selon leurs difficultés individuelles», explique Brad.

Brad donne ce conseil aux sections locales des Métallos qui envisagent d'établir un programme de diversité : «N'hésitez pas!» ■

DEPUIS L'ARRIVÉE AU POUVOIR DE RACHEL NOTLEY, membre du Syndicat des Métallos, comme première ministre de l'Alberta il y a trois ans et demi, la population ouvrière a bénéficié de changements majeurs.

La première ministre Notley n'a jamais oublié pour qui elle travaille. Après des décennies de gouvernements anti-travailleurs de la droite, l'Alberta progresse avec un gouvernement qui nous appuie.

Alors, qu'est-ce que Rachel Notley a fait pour les Métallos?

Défense des travailleurs d'acier

Les Métallos de l'Ouest canadien fabriquent des tubes d'acier de la plus haute qualité au monde selon des normes environnementales qui protègent notre pays grâce à une empreinte carbone inférieure à celle des produits importés.

Rachel Notley défend les travailleuses et travailleurs d'acier et a demandé au gouvernement fédéral de veiller à la construction de l'oléoduc Trans Mountain. Elle a visité Tenaris Prudential Steel à Calgary pour appuyer les Métallos de la section locale 7226 et nos membres chez Evraz.

Mise à jour du code des normes d'emploi

La dernière mise à jour du code des normes d'emploi

de l'Alberta a eu lieu en 1988. Après trois décennies d'attaques des conservateurs contre les travailleurs, le gouvernement néo-démocrate a pris des mesures importantes en vue d'améliorer les lois :

- De nouveaux congés après 90 jours d'emploi, afin de soutenir les travailleuses et travailleurs dans un emploi instable.
- La protection de l'emploi prolongée à 27 semaines pour ceux qui ont besoin d'un congé d'aidant naturel.
- Le congé parental porté à 62 semaines.
- Le droit à une pause de 30 minutes ou à deux pauses de 15 minutes pour chaque tranche de cinq heures. Auparavant, la loi albertaine n'autorisait aucune interruption.
- Les personnes handicapées ne sont plus traitées comme des travailleurs de seconde classe et ont droit au même salaire minimum que tout le monde.
- Grâce au gouvernement néo-démocrate, le code des normes d'emploi de l'Alberta est l'un des plus solides au Canada et améliore le milieu de travail pour tous.

Qu'a fait **Rachel Notley** pour les **Métallos?**



Photo : Première ministre de l'Alberta sur Flickr, sous licence CC BY-ND 2.0

La Métallo et première ministre de l'Alberta, Rachel Notley, rencontre des Métallos à Calgary.



Syndicat des Métallos Congrès national d'orientation 2019

2-5 avril – Vancouver Hôtel Westin Bayshore

Invitation à toutes les sections locales : JOIGNEZ-VOUS À NOUS à Vancouver

- Conférencières et conférenciers dynamiques
- Collaborez à déterminer les politiques du syndicat
- Élargissez votre réseau au sein du syndicat

**Conférence de la Prochaine génération :
1^{er} avril**

Congrès de l'ORME, du 31 mars au 1^{er} avril

Inscription et plus d'information
www.metallos.ca/cno2019

Investissements dans l'infrastructure et les services essentiels

Le gouvernement Notley a fait des investissements cruciaux dans l'infrastructure, les hôpitaux et l'éducation après des décennies de sous-financement. L'engagement envers l'éducation améliorera manifestement l'avantage concurrentiel de l'Alberta à l'avenir. Le gouvernement examine de près les politiques d'approvisionnement pour s'assurer que ce sont les Albertains qui tirent profit des dépenses gouvernementales.

Protection de la santé et sécurité au travail

Des améliorations ont été apportées à la loi sur la santé et la sécurité au travail, notamment en ce qui concerne les comités mixtes de santé et de sécurité au travail, la prévention du harcèlement et de la violence, et le renforcement du droit de refuser un travail dangereux, ce dernier point harmonisant l'Alberta avec le reste du Canada.

La Commission des accidents du travail (CAT) a été revue de fond en comble, l'objet de la loi clarifié, et le NPD a retourné le reste de la représentation à la commission. Parmi d'autres améliorations :

- Aucun maximum de gains pour les travailleurs recevant des prestations de la CAT.
- Plus grande autonomie des travailleurs accidentés dans le choix de leur dispensateur de soins médicaux.
- En cas de doute, les demandes sont approuvées en faveur du travailleur, plutôt que rejetées.

Soutien des syndicats

Des modifications au code des relations de travail permettent aux travailleurs de se joindre librement à des syndicats, notamment :

- La modification de la définition d'employé pour inclure les entrepreneurs dépendants, ce qui leur permet de se syndiquer et de négocier collectivement.
- La signature de carte par plus de 65% des employés en faveur d'un syndicat suffit pour en former un. Les employeurs n'auront pas la chance de menacer leurs employés.
- Le code sera mis à jour pour faciliter la capacité d'un syndicat de communiquer avec les employés qui travaillent dans des endroits éloignés ou inaccessibles.

De nombreuses autres modifications permettent aux syndicats d'être reconnus et traités sur un pied d'égalité à la Commission des relations de travail. Le code du travail de l'Alberta est maintenant le plus progressiste au Canada.

La population albertaine ira aux urnes en mai prochain et tous les progrès réalisés pour les travailleurs et leurs familles seront en jeu. Le chef conservateur Jason Kenney promet de faire marche arrière et de ramener la province à une époque où la population ouvrière n'avaient aucune importance. Comme Métallos, il nous incombera de parler à nos collègues, nos familles et nos amis pour que l'Alberta continue d'avoir un gouvernement qui nous appuie. ■



Les droits des Autochtones sont des droits de la personne

LE PROJET DE LOI DU DÉPUTÉ FÉDÉRAL

Romeo Saganash (Abitibi–Baie-James–Nunavik–Eeyou) visant l'adoption et la mise en œuvre par le Canada de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) a été adopté à la Chambre des communes le 30 mai dernier.

«Le projet de loi C-262 nous permettrait de commencer à réparer les torts du passé, les injustices infligées antérieurement aux peuples autochtones. En voilà le principal objectif», a déclaré Romeo Saganash en 2017 lors de la deuxième lecture du texte.

Les Métallos sont fiers de leur rôle actif dans l'adoption du projet de loi. À cet effet, notre syndicat a présenté un mémoire écrit, des membres sont intervenus auprès des députés sur la Colline du Parlement et le directeur canadien, Ken Neumann, a écrit une lettre ouverte au premier ministre et aux principaux ministres du Cabinet les incitant à l'adopter.

Dans leur mémoire, les Métallos ont écrit : «L'adoption du projet de loi C-262 constituera une affirmation puissante du désir collectif de la population canadienne de faire mieux et de s'engager dans un

L'adoption du projet de loi C-262 constituera une affirmation puissante du désir collectif de la population canadienne de faire mieux et de s'engager dans un processus authentique de réconciliation.

processus authentique de réconciliation avec les Premières Nations».

Le projet de loi C-262 touche personnellement Romeo Saganash. Avant de s'engager en politique, il a collaboré à la rédaction de la Déclaration. Il est un survivant du système des pensionnats, où il a passé 10 ans «incarcéré culturellement, politiquement, linguistiquement et même spirituellement».

«Une des choses que nous pouvons faire au nom de la réconciliation, c'est d'adopter le cadre que je propose par l'entremise du projet loi C-262. Inutile de rappeler aux membres que le monde nous regarde», a conclu Romeo Saganash.

La majorité des membres autochtones des Métallos travaillent dans les industries primaires, notamment

dans les mines d'uranium de Cameco (Saskatchewan), la mine de nickel Vale à Voisey's Bay (T.-N.-L.), la mine Raglan de Glencore dans le Nord-du-Québec, des sociétés forestières et des scieries de l'Ontario à la Colombie-Britannique, ainsi qu'à la Division scolaire Frontier dans le nord du Manitoba.

«Tout comme le syndicat n'accepterait pas une mine dangereuse, ou une mine qui reposerait sur le harcèlement ou l'exploitation des travailleurs et de leurs familles, les Métallos ne peuvent plus accepter que des mines soient développées sans la consultation et la participation des titulaires de droits ancestraux aux prises de décisions, en violation de la DNUDPA», a précisé Ken Neumann. ■

PALMIERS, SABLE BLANC, mer bleue et soleil à longueur de journée, voilà comment la plupart des gens voient et imaginent Cuba, et ce à quoi ils s'attendent. Ce que nombre d'entre eux ne voient pas ou ne savent pas, c'est que Cuba est un pays inclusif et favorable aux travailleurs.

De jeunes travailleurs et militants des États-Unis, du Canada, du Royaume-Uni, de Cuba et du Mexique se sont rassemblés à Matanzas (Cuba) pendant huit jours complets afin de se renseigner, de dialoguer et de nouer des liens de solidarité. Les délégués et les animateurs sont arrivés à Cuba prêts à agir et ont rapidement appris qu'il faut y faire preuve de souplesse.

Le groupe a interagi dans un contexte de classe et un cadre pratique interreliés. Dans une classe caractérisée par la diversité, la discussion a porté sur de

nombreux sujets : éducation, soins de santé, politique, préoccupations fondamentales des travailleurs (lieux de travail, densité syndicale, recrutement de nouveaux membres, évolution des moyens de communication avec les membres et création de nouvelles méthodes).

Les séances en classe s'accompagnaient d'activités en après-midi, lesquelles ont permis au groupe de découvrir la vie quotidienne d'un Cubain moyen autre que sous l'optique d'un touriste. Qu'il s'agisse des bains à l'eau froide dans les camps de travailleurs cubains, ou des amphibiens et reptiles qui cherchaient à se rapprocher très près d'eux, le groupe n'a échappé à aucun aspect de la vie quotidienne d'une Cubaine ou d'un Cubain syndiqué.

«Les expériences générales du groupe et les leçons qu'il en a tirées

prouvent que les travailleuses et travailleurs peuvent en effet contribuer au changement dans nos syndicats et nos milieux, et à édifier une société à l'avantage de tous les citoyens», a indiqué Lorei Leigh De Los Reyes, participante aux cours.

À son arrivée, le groupe se composait de militantes et militants syndicaux individuels. Au départ, ils formaient une famille multinationale et multisyndicale prête à devenir le changement qu'ils souhaitent voir dans le monde et à faire preuve de solidarité réciproque.

De l'opinion générale, puisque les entreprises ont porté leurs attaques à l'échelle planétaire, à titre de militantes et militants syndicaux, nous devons forger des alliances mondiales afin de lutter dans un contexte équitable. ■

Les jeunes travailleurs renforcent la solidarité mondiale



1976 **Convention inégalée dans l'industrie chez Delta Air Lines**

Les meilleurs taux salariaux de l'industrie comptent parmi les gains qu'ont remportés les membres de la SL 1976 aux installations canadiennes de Delta Air Lines. Une convention de cinq ans pour les agents de billetterie, d'embarquement et de piste et les manutentionnaires de bagages prévoit des hausses salariales de 4,5% cette année, 3,5% en 2019 et 3% dans chacune des trois années suivantes, faisant d'eux les employés les mieux payés au Canada. Environ 50% des membres ont aussi reçu des hausses de 13% à 16% visant à combler les écarts dans les taux des catégories d'emplois. Ils ont également négocié la bonification des primes de quart et une meilleure couverture pour les soins de la vue et paramédicaux, et maintenu leur régime de retraite à prestations déterminées et leurs clauses sur la sécurité d'emploi.

7065 **Quality Inn de Sept-Îles : premier contrat «autochtone»**

Les travailleurs de l'Hôtel Quality Inn de Sept-Îles ont ratifié leur première convention collective de trois ans avec les Métallos. Les nouveaux syndiqués, majoritairement autochtones, ont signé en faveur d'un contrat de travail à l'image de leur réalité culturelle et de leurs coutumes. Le contrat prévoit un important rattrapage salarial pour l'ensemble des travailleurs dont le salaire sera élevé à 15\$ de l'heure dès la signature du contrat, ce qui représente une hausse de 11% à 25% pour la première année, et de 2% pour les années suivantes. En plus d'avoir amélioré les vacances, un congé férié supplémentaire a été introduit pour la Journée nationale des peuples autochtones. Il sera aussi possible de demander un congé sans solde pour pratiquer des activités traditionnelles.

1944 **Les membres chez Shaw Cable négocient des améliorations**

Dans l'accord de cinq ans conclu en août, plus de 500 membres de l'unité 60 de la SL 1944 chez Shaw Cable à Vancouver/Richmond et Surrey/Langley ont obtenu des hausses salariales dans chaque année du contrat, une diminution de la contribution à leur régime de santé et de bien-être, une bonification de la prime du dimanche pour les employés de l'entrepôt et l'amélioration de la compétence des postes de service.

5795
6731 **La grève au Labrador aboutit à de meilleurs salaires, pensions et avantages sociaux**

Après avoir tenu bon pendant neuf semaines, les quelque 1 300 membres des SL 5795 et 6731 en grève chez IOC à Labrador City (T.-N.-L.) ont ratifié des contrats de cinq ans garantissant plusieurs améliorations à leur assurance maladie, leurs pensions et au libellé contractuel, ainsi que des hausses salariales moyennes de 2,4% par année, incluant les indemnités de vie chère. Ils ont aussi repoussé les demandes de concessions de l'entreprise relativement aux pensions et à la main-d'œuvre temporaire.

2009 **Transition à des emplois à plein temps en C.-B.**

Le nouveau contrat de trois ans des membres de l'unité 175 de la SL 2009 chez le distributeur de pièces automobiles Uni-Select Pacific Inc., à Coquitlam (C.-B.) prévoit une importante transition d'emplois temporaires à des emplois à plein temps ainsi qu'une hausse salariale de 3,5%, de meilleurs avantages sociaux et un accès amélioré à des vacances plus longues.

4820 **Les travailleurs chez Magellan Aerospace contribuent à solidifier l'industrie**

La nouvelle convention des travailleurs chez Magellan Aerospace à Haley (Ont.) veille à ce que le Canada joue un rôle à l'avenir dans l'industrie aérospatiale. Parmi les gains, notons des améliorations au régime de retraite, à l'ancienneté, à la santé et la sécurité et aux horaires, des hausses salariales de 5,5% sur trois ans et un régime de participation aux bénéfices. La convention comporte de nouvelles clauses sur les répercussions de la santé mentale et de la violence conjugale au travail, et sur le Fonds humanitaire des Métallos.

8327

Première convention Métallo par les travailleurs de Dalkotech

Une première convention Métallo de 6 ans a été entérinée par les travailleurs de Dalkotech à Sherbrooke. On y retrouve 18% d'augmentation totale sur le salaire de base ainsi qu'une rétroactivité de 3% au 21 mars 2017 sur les heures régulières et le temps supplémentaire. Le montant des primes d'assurances collectives sera désormais défrayé à moitié par les travailleurs. En contrepartie, l'employeur versera dans le compte du Fonds de solidarité FTQ un montant équivalent à celui mis par le travailleur. Les allocations pour les équipements de travail sont bonifiées. La banque de temps accumulé passera de 40 à 80 heures. Finalement, le contrat prévoit un délai de préavis de 5 jours en cas de mise à pied.

8327

Augmentations salariales de 7,3% pour des travailleurs du béton

Les nouveaux Métallos de Power Precast Solutions à Ottawa ont entériné une première convention qui améliore considérablement leurs salaires, leurs avantages sociaux, l'ancienneté et les heures de travail. La convention de deux ans comprend des hausses salariales de 3% à 18% la première année, de 7,3% en moyenne, suivies d'une autre de 3% la deuxième année. Elle leur garantit des avantages sociaux, un régime de retraite, l'ancienneté et d'autres droits. Les membres fabriquent des composants de réseaux de drainage, de ponts et de routes, ainsi que des produits pour les infrastructures électriques souterraines et des transports en commun.

9153

Un contrat négocié simultanément pour la première fois chez Polycor

Les syndiqués des deux usines de la section locale composée 9153 (tranches et tuiles) chez Polycor à St-Sébastien ont négocié simultanément leur nouvelle convention collective pour la première fois. Les deux contrats de 5 ans prévoient une augmentation de 3,6% annuellement pour les mécaniciens et de 2,9% par année pour les opérateurs. Le montant accordé pour le REER passera par ailleurs de 0,28% à 0,88% du salaire horaire.

9471

Un nouveau contrat favorise l'attraction et la rétention de la main-d'œuvre

Les 650 travailleurs de l'usine de fabrication de remorques et fourgons de Manac à Saint-Georges-de-Beauce ont ratifié un contrat de 7 ans, qui comprend des augmentations moyennes de 2,4% par année. Plusieurs nouvelles clauses ont été introduites. Ainsi, l'affichage des postes devra se faire trois fois par année. Une équipe volante sera créée pour les remplacements de dernière minute. Les membres obtiennent de plus un troisième congé mobile après 5 ans d'ancienneté, une prime de départ à la retraite a aussi été intégrée dans la convention collective. La plupart de ces mesures ont été adoptées pour favoriser l'attraction et la rétention de la main-d'œuvre.

6709

Les employés d'entrepôt remportent plusieurs améliorations

De meilleurs salaires et garanties d'assurance maladie complémentaire sont au nombre des gains remportés par les travailleurs à l'entrepôt de The Source à Barrie (Ont.). Le contrat de trois ans comporte des hausses salariales de 1 \$ l'heure la première année, de 50 cents la deuxième et de 75 cents la troisième. Il prévoit aussi la bonification des pauses et primes de quarts payées, l'amélioration des clauses sur les affichages concernant des questions comme les mutations, les mesures disciplinaires, le report des vacances, la compétence syndicale et le congé de deuil.

6131

Mine Matagami : un contrat de 3 ans qui comprend plusieurs gains

Les 170 travailleurs de Mine Matagami ont conclu un contrat de 3 ans, qui comprend une augmentation salariale de 1 \$ l'heure la première année et 0,90 \$ l'heure pour les 2 autres années. Une procédure d'affichage massif deux fois par année limitera le recours à la sous-traitance. De plus, des affichages auront lieu lorsque des imprévus nécessitent du temps supplémentaire. L'entente prévoit aussi le respect de l'ancienneté au concentrateur dans l'octroi du temps supplémentaire. Le taux horaire des congés fériés tombant les fins de semaine est bonifié, les congés mobiles seront monnayables en fin d'année. Finalement, le régime de retraite à prestations déterminées ainsi que le régime d'assurance ont été améliorés.



Éducation des Métallos

Aborder des questions vitales

LES MILITANTES ET MILITANTS DES MÉTALLOS au pays ont aidé à créer deux nouveaux cours de formation qui abordent des questions fondamentales pour notre syndicat et notre société – la santé mentale au travail, et la réconciliation et l'établissement de relations avec les peuples autochtones.

Les cours ont fait suite à des résolutions adoptées par les délégués au Congrès national d'orientation du syndicat à Montréal en 2016.

Depuis deux ans, le Service de l'éducation et de l'égalité et celui de la santé et sécurité au Bureau national canadien travaillent diligemment à s'acquitter de ce mandat.

Lucie Rochon, ancienne présidente de la SL 8922 des Métallos, a créé ce graphique pour le nouveau cours de formation des Métallos, *Le syndicalisme à L'Île de la Tortue*. D'origine micmaque et algonquine, Lucie est une des membres fondatrices du Comité autochtone national.

Un lieu de rencontre, une voie vers la réconciliation

LES MÉTALLOS DE L'ONTARIO et du Canada atlantique ont laissé une impression durable à la collectivité de Collingwood (Ontario) à la conférence du District 6 en septembre.

Pendant le volet «Journée communautaire» de leur conférence, les 450 délégués se sont rendus en masse à Collingwood pour mettre leurs compétences à l'œuvre et achever plusieurs projets faisant partie d'un carrefour communautaire riverain.

À la fin de la journée, ils avaient défriché un sentier de raquette autour du parc, posé du gazon, répandu du paillis et planté des plates-bandes, terminé les travaux sur une pergola et une aire de pique-nique sur la plage, planté des arbres et effectué un nettoyage massif sur le bord de l'eau.

La pièce maîtresse du travail bénévole des délégués a été de participer à terminer la construction et l'aménagement paysager du Cercle de rassemblement Awen. Conçue par des



Questions autochtones

Un nouveau programme de sensibilisation aux questions autochtones a été conçu avec l'aide considérable de Métallos autochtones de tous les districts, notamment des membres du Comité autochtone national et des délégués à l'Atelier national pour les Métallos autochtones de 2017.

Le résultat consiste en un cours éducatif de cinq jours dont les objectifs sont les suivants :

- approfondir les connaissances et la compréhension de l'histoire des relations entre les colonisateurs au Canada et les peuples autochtones;
- se pencher sur les efforts des peuples autochtones soucieux de prospérer et d'exercer leurs droits, ainsi que les liens entre les luttes

autochtones et les luttes ouvrières;

- renforcer la capacité des Métallos non-Autochtones à œuvrer en vue de la réconciliation et à devenir des alliés des luttes autochtones.

Le nouveau cours sera d'abord donné aux militants locaux à l'école d'automne du District 6 en novembre, à Orillia (Ontario), et il sera offert plus tard dans tous les districts du syndicat.

Éducation en santé mentale

Ces deux dernières années, le personnel national des Métallos chargé de l'éducation et de la santé et de la sécurité a également travaillé à l'élaboration d'un programme de formation complet visant à aider les militantes et militants à faire face aux

problèmes de santé mentale au travail.

Un programme pilote avait été dévoilé à l'école d'automne 2017 du District 6 et d'autres révisions ont été apportées au cours de cinq jours.

Offerte aux permanents, aux représentants en santé et sécurité, aux délégués syndicaux et à d'autres militants locaux, la formation porte sur les conséquences des problèmes de santé mentale au travail, abordant notamment la prévention, les mesures d'adaptation, l'éducation en milieu de travail et la négociation d'un nouveau libellé contractuel.

Les conseils régionaux et les sections locales intéressés à l'un ou l'autre de ces nouveaux cours devraient communiquer avec la coordonnatrice ou le coordonnateur de l'éducation de leur district. ■

Il s'agit d'une petite offrande, d'une tentative de jouer un rôle concret et d'ajouter un élément à la voie de la réconciliation.

fonctionnaires municipaux et des représentants des Premières nations, l'installation reconnaît l'héritage autochtone de la région et représente l'inclusion, l'égalité, la compréhension et une voie vers la réconciliation.

Le lendemain, les Métallos bénévoles ont été fiers d'assister aux cérémonies d'ouverture de l'installation.

«Il s'agit d'une petite offrande, d'une tentative de jouer un rôle concret et d'ajouter un élément à la voie de la réconciliation», a déclaré Marty Warren, directeur du District 6 des Métallos, lors de la cérémonie.

«C'est notre tentative d'entamer une discussion sur ce qui est bien et ce qui est juste.» ■